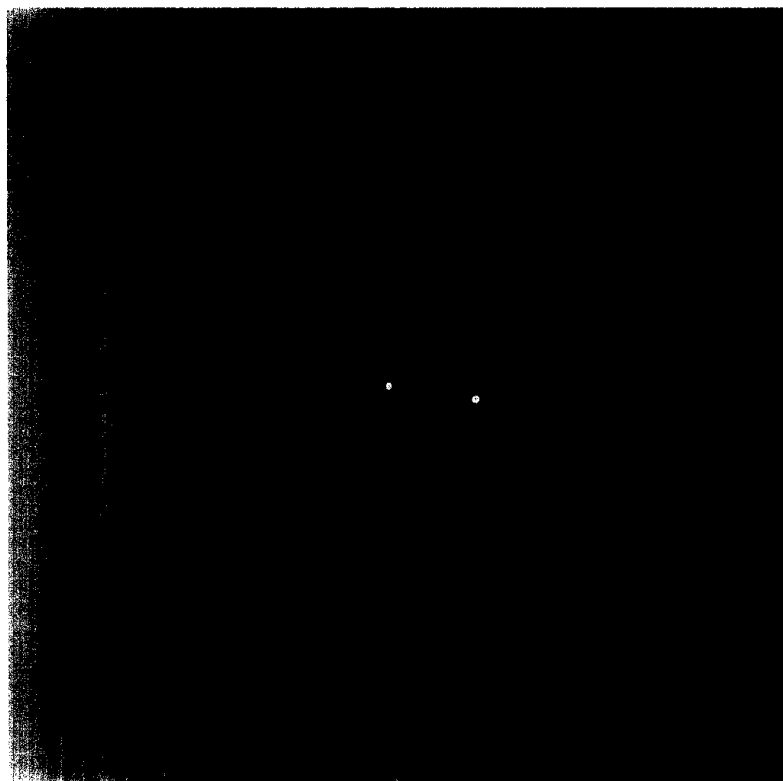


103^e année

N^o 1 — Janvier-Mars 1985

2
84

REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

L'information des actionnaires et du comité d'entreprise dans les sociétés anonymes depuis les lois du 28 octobre 1982, du 1 ^{er} mars 1984 et du 25 janvier 1985, par Andrée BRUNET et Michel GERMAIN	1
La rétroactivité des décisions sociales, par Jean-Patrice STORCK	55
Contribution à l'étude du droit des investissements étrangers : la notion de capital étranger en droit portugais, par Miguel LEGAL-DUARTE	79

II. — JURISPRUDENCE :

I. — Sociétés commerciales.

Personnalité morale. Perte. Effet. Société en participation. Dettes sociales. Engagement des associés, Cass. com., 3 mai 1984, note Yves CHARTIER	87
Dissolution. Liquidation. Article L. 391, alinéa 2. Droits et obligations à caractère social non encore liquidés. Maintien de la personnalité morale. Droit d'agir en justice (1 ^{er} arrêt). Liquidateur. Mandat. Terme. Article L. 397. Action en recevabilité non recevable (2 ^e arrêt), Cass. com. (2 arrêts), 15 mai 1984, note Jean-Pierre SORTAIS	91
Société anonyme, société à responsabilité limitée. Même dirigeant. Personnalité morale distincte. Mauvaise foi de la première qui ne peut ignorer les engagements contractuels de la deuxième, Trib. gr. inst. de Strasbourg, 2 ^e ch. com., ord. réf., 13 décembre 1983, note Monique GUILBERTEAU	95

II. — *Sociétés à responsabilité limitée.*

Gérant associé démissionnaire devenu directeur technique. Existence d'un lien de subordination envers la société, oui. Contrat de travail valable, Cass. com., 27 avril 1984, note Jean HÉMARD 98

Assemblée générale. Convocation par mandataire de justice. Conditions de recevabilité de la demande par un associé en désignation d'un administrateur provisoire, Cass. com., 20 mars 1984, note Jean-Louis SIBON 100

III. — *Sociétés anonymes.*

Actionnaires. Responsabilité. Décision de la révocation d'un administrateur. Non-inscription à l'ordre du jour de l'assemblée. Actionnaire partie à une convention prévoyant la représentation égale de deux groupes d'actionnaires au conseil d'administration. Administrateur appartenant à l'autre groupe, Cass. com., 19 décembre 1983, note Dominique SCHMIDT 105

Directeur général ayant démissionné de ses fonctions d'administrateur. Effets sur ses fonctions de directeur général, Cass. com., 25 octobre 1983, note Philippe MERLE 111

Administrateurs. Désignation. Conditions particulières stipulées par les statuts. Assemblée générale. Minorité, abus, Trib. com. de Bruxelles, 13^e ch., 13 décembre 1984, note Yves GUYON 115

Activité exercée sous la forme d'une société anonyme. Limitation de la responsabilité des associés au montant de leur apport. Caractère impératif de cette limitation, Cass. com., 26 juin 1984, note Jean HÉMARD 124

IV. — *Sociétés de Presse.*

La cession de la moitié des actions d'une société de presse constitue une cession de journal au sens de l'article L. 761-7 du code du travail, Cass. soc., 21 juin 1984, note Michel JEANTIN 127

V. — *Fiscalité de groupes.*

Sociétés mères et filiales. Cession de titres au-dessous de leur valeur vénale réelle. Transfert de bénéfices, Cons. Etat, 8^e et 9^e sous-sect., 6 juin 1984, note René BLANCHER 132

Abandon de créances par une société mère à sa filiale. Caractère de l'opération. Opération présentant un caractère commercial. Acte de gestion normale. Redressement fiscal non justifié, Cons. Etat, 7^e et 8^e sous.-sect., 27 juin 1984, note Jean GUYÉNOT 139

Acte de gestion normale. Abandon de créances à caractère financier, Cons. Etat, 7^e et 8^e sous.-sect., 17 décembre 1984, obs. et concl. Olivier FOUQUET 145

VI. — *Droit pénal des sociétés.*

Société à responsabilité limitée. Gérant légal. Gérant de fait. Fraude fiscale. Passation d'écritures inexactes, délits assimilés à la banqueroute simple et non-réunion des associés après constatation d'une perte de plus des trois-quarts du capital social, Cass. crim., 17 octobre 1983, note Bernard BOULOC 149

Société anonyme. Mandataire social. Détournement d'actif. Délit assimilé à la banqueroute frauduleuse, Cass. crim., 24 avril 1984, note Bernard BOULOC 153

Commissaires aux comptes. Désignation. Incompatibilités. Rémunération versée pour une mission différente de la mission légale. Responsabilité pénale, loi du 24 juillet 1966, art. 220 et 456, Cass. com., 18 octobre 1983, obs. 157

VII. — *Procédures collectives.*

Fonds donné en location-gérance à une société. Cessation des paiements de la société. Procédure unique non possible en l'absence de confusion des patrimoines, Cass. com., 11 mai 1984, note Adrienne HONORAT 159

Comblement d'insuffisance d'actif social. Prescription. Exercice de l'action dans le délai légal. Condamnation à titre provisionnel. Condamnation à titre définitif après expiration du délai. Expiration du délai indifférente, Cass. com., 2 octobre 1984, note Adrienne HONORAT 161

Créanciers bénéficiant d'un privilège général mobilier, dont le Trésor. Dettes sociales. Exercice du privilège. Sort des sommes obtenues à la suite d'une action en comblement du passif, Cass. com., 3 avril et 13 juin 1984, note Charles-Henri GALLET 163

III. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION.

Lois	169
Décrets	245
Arrêtés	253
Instructions de la Direction générale des impôts	254
Règlements du Comité de la réglementation bancaire	255

IV. — QUESTION ÉCRITE ET RÉPONSE CEE. RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES.

Question écrite et réponse CEE : capitaux à risque, sociétés dites de « venture capital »	257
Entreprises nouvelles	259
Centres de formalités des entreprises	261
Sociétés civiles professionnelles : apports en industrie	262
Survie d'entreprises par des organismes de crédit	262
Valeurs mobilières : dématérialisation ; obligations avec bons de souscription	263
Second marché boursier	266
Droit fiscal des entreprises et sociétés : impôt sur les sociétés ; imposition forfaitaire annuelle des sociétés ; sociétés de fait, droits d'apport ; dirigeants de société, frais de mission ou de déplacement ; taxe professionnelle ; droits de mutation par décès ; entreprises en difficulté, sociétés créancières de ces dernières	267
Associations : rémunérations et indemnités versées à des collaborateurs permanents ou occasionnels ; associations, œuvres ou organismes d'intérêt général	273
Projets de loi : organisation et fonctionnement des tribunaux de commerce ; projet d'institution en droit français d'une forme de société en nom personnel à responsabilité limitée	275

V. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages	279
Articles et notes de jurisprudence	299
Ouvrages, monographies	315

VI. — INFORMATIONS :

Sommaire du Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse	317
Extrait du Bulletin mensuel : placements en biens divers	317
Projet de loi n° 2556 du 19 décembre 1984 relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions	323
Cahiers de jurisprudence de la Cour d'appel de Bordeaux ...	326
A propos du Colloque franco-italien sur l'évolution du crédit dans une économie dynamique : brèves remarques sur le crédit à l'exportation, par Colette NÈME	327
La réorganisation des sociétés multinationales, aspects juridiques et fiscaux : compte rendu du Colloque de la FIEDA à Bâton-Rouge, par Ioanna ANASTOSSOPOULOU	329
Colloques, conférences, journées d'études, séminaires, tables rondes	331
